

# Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015

3 mai 2012  
Français  
Original : anglais

## Première session

Vienne, 30 avril-11 mai 2012

## Sécurité nucléaire : résultats du Sommet de Séoul de 2012 sur la sécurité nucléaire

### Document de travail présenté par la République de Corée

Le Sommet de Séoul de 2012 sur la sécurité nucléaire s'est tenu les 26 et 27 mars 2012. La République de Corée, pays hôte, en transmet aux États parties, pour information et examen, le résumé des résultats ci-après, qui n'en présente que le bilan et l'évaluation qu'elle en a établi.

### Participants

Cinquante-trois chefs d'État ou de gouvernement<sup>1</sup> ainsi que des représentants de l'Organisation des Nations Unies (ONU), de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), de l'Union européenne (UE) et de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) ont assisté au Sommet de Séoul sur la sécurité nucléaire (2012). Outre les participants au Sommet de Washington en 2010, six États (Azerbaïdjan, Danemark, Gabon, Hongrie, Lituanie et Roumanie) et une organisation (INTERPOL), ont participé aux travaux du Sommet de 2012. La présence du Président du Conseil de l'Europe et du Président de la Commission européenne, qui représentaient l'Union européenne, a porté à 58 le nombre total des personnalités qui ont assisté au Sommet.

<sup>1</sup> République de Corée (présidence) Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Azerbaïdjan, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Chine, Danemark, Égypte, Émirats arabes unis, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Hongrie, Inde, Indonésie, Iraq, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Lituanie, Malaisie, Maroc, Mexique, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, Pologne, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour, Suède, Suisse, Thaïlande, Turquie, Ukraine et Viet Nam.



**Programme du Sommet**

Le Sommet de Séoul s'est tenu les 26 et 27 mars 2012 au Centre des congrès et des expositions. Il a commencé officiellement le 26 mars dans la soirée par une réception de bienvenue et un dîner de travail, suivis, le lendemain 27 mars, par une séance du matin, un déjeuner de travail et une séance de l'après-midi.

La réunion s'est déroulée comme suit :

- Lundi 26 mars
  - Dîner de travail consacré à l'examen des progrès accomplis depuis le Sommet de Washington de 2010
- Mardi 27 mars
  - Séance plénière I : Mesures nationales et coopération internationale, notamment engagements futurs, aux fins du renforcement de la sécurité nucléaire
  - Déjeuner de travail : Articulation sécurité nucléaire/sûreté nucléaire;
  - Séance plénière II : Mesures nationales et coopération internationale, notamment engagements futurs, aux fins du renforcement de la sécurité nucléaire (suite)

**Communiqué de Séoul**

Le Communiqué de Séoul (voir annexe) a permis d'accomplir de grands progrès dans différents domaines. D'abord, il fixe des échéances importantes pour la réalisation des objectifs de sécurité nucléaire en arrêtant par exemple à la fin de 2013 la date à laquelle les États devront annoncer les mesures qu'ils ont prises de leur plein gré pour réduire le plus possible l'utilisation d'uranium hautement enrichi et à 2014 l'année où la Convention sur la protection physique des matières nucléaires modifiée devra prendre effet. Ensuite, il reconnaît qu'il est nécessaire de traiter de manière cohérente les problèmes de la sécurité nucléaire et de la sûreté nucléaire, si l'on veut donner un caractère durable aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Il insiste aussi sur la nécessité d'une meilleure sécurisation du combustible nucléaire irradié et des déchets radioactifs. Enfin, il expose des mesures concrètes pour lutter contre le terrorisme radiologique, question à peine effleurée au Sommet de Washington.

Le Communiqué de Séoul se fonde sur les mesures et objectifs énoncés en 2010 dans le Communiqué de Washington pour définir les 11 domaines ci-après jugés prioritaires et importants pour la sécurité nucléaire et pour lesquels il propose une série de mesures spécifiques : architecture mondiale de sécurité nucléaire; rôle de l'AIEA; matières nucléaires; sources radioactives; sûreté et sécurité nucléaires; sécurité du transport; prévention du trafic illicite de matières nucléaires; criminalistique nucléaire; culture de sécurité nucléaire; sécurité de l'information; et coopération internationale.

Les mesures précises suivantes sont présentées dans le Communiqué de Séoul pour les 11 domaines en question :

- Procéder à l'enlèvement de l'uranium hautement enrichi qui n'est plus utilisé;

- Réduire à son minimum l'utilisation de l'uranium hautement enrichi : encourager les annonces volontaires, d'ici à la fin 2013, de mesures précises visant à la limiter le plus possible;
- Encourager les efforts entrepris, à l'échelle internationale, en vue de mettre au point des combustibles à l'uranium faiblement enrichi (UFE) de densité élevée et capables de remplacer les combustibles à l'uranium hautement enrichi, dans les réacteurs de recherche et les installations de production d'isotopes médicaux;
- Faire en sorte que, d'ici à 2014, la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, modifiée en 2005, ait pris effet;
- Appuyer la tenue en 2013 d'une conférence internationale pour la coordination des activités relatives à la sécurité nucléaire, organisée par l'AIEA;
- Encourager les contributions volontaires au Fonds de l'AIEA pour la sécurité nucléaire;
- Élaborer, dans le cadre de l'AIEA, différentes options en ce qui concerne les politiques de gestion de l'uranium hautement enrichi;
- Promouvoir les mesures nationales et la coopération internationale visant à prévenir le terrorisme radiologique;
- Renforcer la protection physique des matières nucléaires ainsi que les capacités d'intervention d'urgence en cas d'accidents radiologiques tout en adoptant une approche synthétique des problèmes de sûreté nucléaire et de sécurité nucléaire;
- Améliorer la gestion des combustibles nucléaires irradiés et des déchets radioactifs;
- Renforcer la protection des matières nucléaires et des sources radioactives durant le transport : encourager la création d'un système qui permette de gérer et de surveiller efficacement ce type de matières à l'échelle nationale;
- Prévenir le trafic illicite de matières nucléaires : renforcer les moyens techniques de recherche et de détection des matières nucléaires qui font l'objet de transactions illicites et encourager l'échange d'informations sur les personnes impliquées dans ce type d'activités en coopérant avec INTERPOL;
- Renforcer les capacités de criminalistique nucléaire afin de repérer les sources de matières nucléaires faisant l'objet d'un trafic illicite;
- Encourager la création de centres d'excellence pour la formation et la sensibilisation à la sécurité nucléaire et appuyer le développement de réseaux entre eux;
- Renforcer la culture de sécurité nucléaire : encourager la participation de l'industrie, des universités, des médias, des organisations non gouvernementales et d'autres membres de la société civile aux débats sur la sécurité nucléaire;
- Améliorer la protection des informations sensibles relatives à la sécurité nucléaire et renforcer la cybersécurité des installations nucléaires;

- Promouvoir la coopération internationale et notamment l'octroi aux pays qui en font la demande d'une aide au renforcement de leurs capacités nationales en matière de sécurité nucléaire;
- Tenir le prochain Sommet sur la sécurité nucléaire aux Pays-Bas.

### **Résultats obtenus et engagements pris par les pays participants**

Lors du Sommet de Washington, 32 États ont pris plus de 70 engagements pour des mesures concrètes de renforcement de la sécurité nucléaire; les rapports d'étape soumis par les pays participants montrent que presque tous ont été tenus. De même, plus d'une centaine d'engagements ont été pris par les États participants au Sommet de Séoul. On trouvera ci-après un résumé des progrès accomplis quant aux engagements annoncés à Washington et des engagements pris à Séoul.

- *Élimination de l'uranium hautement enrichi ou conversion à usage non militaire.* Depuis le Sommet de Washington, quelque 530 kilogrammes d'uranium hautement enrichi, de quoi fabriquer 21 armes nucléaires, qui provenaient de huit pays ont été éliminés. En outre, plusieurs pays se sont récemment engagés à rapatrier l'uranium hautement enrichi dont ils n'avaient plus besoin. C'est ainsi notamment qu'à la veille du Sommet de Séoul, le Mexique et l'Ukraine ont procédé à l'élimination complète de leurs stocks d'uranium hautement enrichi qu'ils ont renvoyés, respectivement, aux États-Unis et à la Fédération de Russie. Durant les deux années qui ont suivi le Sommet de Washington, les États-Unis et la Fédération de Russie ont dilué en uranium faiblement enrichi assez d'uranium hautement enrichi pour produire environ 3 000 armes nucléaires. Par ailleurs, le Communiqué de Séoul invite les pays participants à annoncer d'ici à la fin 2013, l'adoption de mesures volontaires et concrètes visant à réduire à son minimum l'utilisation de l'uranium hautement enrichi. En outre, il reconnaît que l'élaboration, dans le cadre de l'AIEA, de différentes options en ce qui concerne les politiques nationales de gestion de l'uranium hautement enrichi servira les objectifs de la sécurité nucléaire.
- *Élimination et sécurisation du plutonium.* À l'heure actuelle, les États-Unis et la Fédération de Russie s'emploient à mettre en œuvre l'Accord sur la gestion et l'élimination du plutonium qu'ils ont conclu au Sommet de Washington et qui, une fois appliqué, aboutira à l'élimination d'assez de plutonium pour 17 000 armes nucléaires. Avec le concours des États-Unis, de la Fédération de Russie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'AIEA, le Kazakhstan a sécurisé, en les transférant en novembre 2010 dans une installation neuve de stockage à long terme, du combustible nucléaire irradié contenant assez d'uranium hautement enrichi et de plutonium pour fabriquer plusieurs centaines d'armes nucléaires. Et, peu avant le Sommet de Séoul sur la sécurité nucléaire, la Suède a renvoyé aux États-Unis plusieurs kilogrammes de plutonium.
- *Conversion à l'uranium faiblement enrichi de réacteurs de recherche et d'installations de production d'isotopes médicaux utilisant de l'uranium hautement enrichi.* Après le Sommet de Washington, le Mexique, la République tchèque et le Viet Nam ont converti à l'uranium faiblement enrichi leurs réacteurs de recherche à l'uranium hautement enrichi, et plusieurs pays ont exposé leurs plans à cet effet. En particulier, la Belgique, les États-Unis, la

France et la République de Corée ont annoncé le lancement d'un projet conjoint visant à évaluer l'efficacité du combustible à l'uranium faiblement enrichi de forte densité qui pourrait remplacer les combustibles à l'uranium hautement enrichi dans les réacteurs de recherche hautement performants. Si cette technologie, qui est fondée sur la méthode de pulvérisation centrifuge mise au point par la République de Corée, s'avère efficace, elle pourra fortement contribuer dans le monde à réduire l'utilisation de l'uranium hautement enrichi à usage civil. En outre, la Belgique, les États-Unis, la France et les Pays-Bas ont annoncé la mise sur pied d'un projet commun visant à remplacer, d'ici à 2015, l'uranium hautement enrichi par l'uranium faiblement enrichi dans la production du molybdène-99, isotope médical. Ces initiatives montrent que les efforts entrepris en vue d'améliorer le bien-être de l'humanité et d'éliminer la menace du terrorisme nucléaire sont en bonne voie.

- *Renforcement des conventions internationales et des initiatives multilatérales relatives à la sécurité nucléaire.* Depuis deux ans qu'a eu lieu le Sommet de Washington, 20 pays ont ratifié la Convention sur la protection physique des matières nucléaires modifiée, portant ainsi à 55 le nombre total d'États parties à cet instrument. Entre-temps, 14 pays ont ratifié la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, portant à 79 le nombre d'États parties à cet instrument. Sur les 34 pays qui viennent d'adhérer aux deux conventions, 18 ont participé au Sommet sur la sécurité nucléaire. En outre, plus d'une dizaine d'autres États sont en train de les ratifier. La République de Corée a, quant à elle, reçu en décembre 2011 de l'Assemblée nationale l'autorisation de les ratifier et elle modifie son droit interne de façon à déposer l'instrument de ratification. Par ailleurs, les États participants sont convenus d'œuvrer de concert afin que la Convention sur la protection physique des matières nucléaires modifiée entre en vigueur d'ici à 2014, comme l'indique le Communiqué du Sommet de Séoul. Six États (Argentine, Mexique, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam) ont, comme ils s'y étaient engagés au Sommet de Washington, adhéré à l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire. En outre, l'Algérie, l'Azerbaïdjan et la Malaisie ont approuvé la Déclaration de principes de l'Initiative, qui compte donc 85 adhérents. En janvier 2012, le Kazakhstan est devenu le vingt-quatrième membre du Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes. La décision de proroger le mandat de ce partenariat et celui du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) a été prise en 2011; dans le Communiqué de Séoul, les participants au Sommet s'en sont félicités et ont préconisé une participation plus large aux deux initiatives. En 2013, l'AIEA prévoit d'organiser une conférence internationale sur la sécurité nucléaire visant à renforcer la coordination entre les initiatives multilatérales qui y ont trait.
- *Création de centres d'excellence.* Depuis le Sommet de Washington, des pays créent des centres d'excellence en vue de renforcer leurs capacités nationales de sécurité nucléaire. Outre les six États (Chine, Inde, Italie, Japon, Kazakhstan et République de Corée) qui, au Sommet de Washington, avaient annoncé leur intention de créer des centres d'excellence, une dizaine d'autres sont en train d'en créer ou l'envisagent. L'AIEA s'emploie à constituer un réseau international des centres d'excellence afin de faciliter le partage de l'expérience et, ce faisant, de créer un effet de synergie.

- *Appui aux activités de l'AIEA.* Plusieurs États (Belgique, Canada, Danemark, France, Japon, Norvège, Pays-Bas, République de Corée et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ont promis de verser des contributions au Fonds de l'AIEA pour la sécurité nucléaire. Depuis le Sommet de Washington, quatre pays (France, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suède) ont accueilli une mission d'examen du Service consultatif international de l'AIEA sur la protection physique et cinq autres (Australie, États-Unis, Finlande, République de Corée et Roumanie) ont exposé leurs plans à cet égard.
- *Lutte contre le trafic illicite de matières nucléaires et autres matières radioactives.* Sur les 53 États qui ont participé au Sommet, 51 contribuent à la Base de données de l'AIEA sur le trafic nucléaire. Singapour (début mars 2012) est le plus récent. Plusieurs propositions conjointes portant notamment sur la lutte contre la contrebande nucléaire et la sécurité des sources radioactives ont été faites. Avec les États-Unis, la France, la République de Corée et le Royaume-Uni, le Japon a publié une déclaration sur la sécurité du transport. Les participants sont convenus de renforcer la coopération internationale en criminalistique nucléaire, ce qui permettra de déterminer l'origine des matières nucléaires volées. Plusieurs pays viennent d'adhérer à l'Initiative Megaport mise en oeuvre sous l'égide des États-Unis et qui vise à prévenir le trafic illicite de matières nucléaires et de sources radioactives transitant par les ports maritimes. En collaboration avec l'AIEA, la République de Corée et le Viet Nam réalisent un projet pilote pour la mise en place, au Viet Nam, d'un système de localisation des matières radiologiques par la technologie du système de positionnement universel. Ce projet aidera à sécuriser les matières radiologiques et à en prévenir le vol.

### **Plans**

Le prochain Sommet sur la sécurité nucléaire aura lieu en 2014 aux Pays-Bas.

**Annexe****Communiqué du Sommet de Séoul sur la sécurité nucléaire 2012**

Nous, dirigeants réunis les 26 et 27 mars 2012 à Séoul, renouvelons les engagements politiques pris lors du Sommet sur la sécurité nucléaire qui s'est tenu en 2010 à Washington pour renforcer la sécurité nucléaire, réduire la menace de terrorisme nucléaire et empêcher terroristes, criminels et autres usurpateurs de mettre la main sur des matières nucléaires. Le terrorisme nucléaire demeure l'une des plus graves menaces qui pèsent sur la sécurité internationale. Pour réduire cette menace, il faut prendre des mesures vigoureuses à l'échelle nationale et établir une coopération internationale serrée de façon à faire face aux conséquences potentielles de cette menace à l'échelon mondial sur les plans politique, économique, social et psychologique.

Nous réaffirmons nos objectifs communs concernant le désarmement nucléaire, la non-prolifération nucléaire et les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

Exprimant notre détermination à œuvrer à un monde plus sûr pour tous, nous partageons également l'objectif de sécurité nucléaire. Nous sommes conscients que le Sommet sur la sécurité nucléaire est un événement de grande portée qui se tient au niveau politique le plus élevé et qui appuie notre appel commun à garantir, dans les quatre ans à venir, la sécurité de toutes les matières nucléaires sensibles. À cet égard, nous nous félicitons des progrès tangibles qui ont été accomplis en ce qui concerne les engagements politiques des États participants depuis le Sommet de Washington.

Nous soulignons qu'il incombe au premier chef aux États, comme le leur imposent leurs obligations internationales, de vraiment sécuriser toutes les matières nucléaires – en particulier celles qui entrent dans la fabrication des armes – et les installations nucléaires placées sous leur autorité, et d'empêcher des acteurs non étatiques d'acquérir ces matières et d'accéder aux informations ou aux technologies dont ils ont besoin pour les exploiter à des fins malveillantes. Nous sommes également conscients que les États ont la responsabilité fondamentale d'assurer la sécurité des autres matières radioactives.

Nous réaffirmons que les mesures destinées à renforcer la sécurité nucléaire ne remettront pas en question les droits des États de développer et d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Constatant que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) apporte une contribution essentielle à la coopération internationale et appuie les efforts que déploient les États pour s'acquitter de leurs obligations en matière de sécurité nucléaire, nous soulignons en outre l'importance de la coopération régionale et internationale et encourageons les États à promouvoir la coopération et les relations avec les partenaires internationaux.

Appelant l'attention sur l'accident de Fukushima de mars 2011 et les questions indissociables de sécurité nucléaire et de sûreté nucléaire, nous considérons que c'est par des efforts soutenus qu'on pourra se pencher de façon cohérente sur les questions de sécurité nucléaire et de sûreté nucléaire et contribuer à une utilisation pacifique, en toute sécurité et sûreté, de l'énergie nucléaire.

Nous continuerons d'utiliser le Communiqué et le Plan de travail de Washington comme base de notre action future pour la promotion de nos objectifs de sécurité nucléaire. À l'occasion du Sommet de Séoul, nous sommes convenus de tout faire pour progresser davantage dans les domaines ci-après :

### **L'architecture mondiale de sécurité nucléaire**

1. Nous sommes conscients de l'importance des instruments multilatéraux qui traitent de la sécurité nucléaire tels que la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, amendée, et la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire. En conséquence, nous appelons à l'adhésion universelle à ces conventions. Nous engageons les États qui peuvent le faire à accélérer l'approbation interne de l'amendement de 2005 à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires afin que cet amendement entre en vigueur d'ici à 2014. Nous sommes conscients de l'importance du rôle des Nations Unies dans la promotion de la sécurité nucléaire, appuyons les résolutions 1540 (2004) et 1977 (2011) du Conseil de sécurité qui renforcent la sécurité nucléaire mondiale et nous félicitons de la prorogation du mandat du Comité 1540. Nous ferons tout pour utiliser les recommandations de l'AIEA sur la protection physique des matières et des installations nucléaires figurant dans le document publié sous la cote INFCIRC/225/Rev.5 et les documents connexes consacrés à la sécurité nucléaire de l'AIEA et les intégrer dans les pratiques nationales.

2. Nous sommes conscients des contributions qu'ont apportées depuis le Sommet de 2010 des initiatives et processus internationaux tels que l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire et le Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes conformément à leurs mandats et compositions respectifs. Nous nous félicitons de la large participation à ces deux initiatives et de la poursuite de leurs travaux au-delà de 2012. Notant l'importance du renforcement de la coordination et de la complémentarité dans les activités concernant la sécurité nucléaire, nous accueillons favorablement la proposition faite par l'AIEA d'organiser une conférence internationale en 2013. Nous nous réjouissons des contributions qu'apportent l'industrie, les universités, les instituts et la société civile à la promotion de la sécurité nucléaire.

### **Le rôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique**

3. Nous réaffirmons que l'AIEA a une responsabilité fondamentale et joue un rôle central dans le renforcement du dispositif international de sécurité nucléaire, et soulignons l'importance du Plan sur la sécurité nucléaire adopté par l'AIEA pour la période 2010-2013. Nous veillerons à ce que l'AIEA continue de bénéficier de structures, de ressources et de compétences suffisantes pour atteindre les objectifs fixés en matière de sécurité nucléaire. À cette fin, nous incitons les États qui peuvent le faire, de même que l'industrie nucléaire, à augmenter les contributions volontaires au Fonds de l'AIEA pour la sécurité nucléaire, ainsi que les contributions en nature. Nous sommes favorables à la poursuite des activités que mène l'AIEA pour aider les pays qui le demandent à mettre en place et renforcer les infrastructures de sécurité nucléaire à travers ses divers programmes d'appui, et incitons les États à utiliser les ressources de l'AIEA.



### **Les matières nucléaires**

4. Conscients du fait que l'emploi de l'uranium fortement enrichi et du plutonium séparé exige des précautions particulières, nous réaffirmons encore l'importance des mesures visant à sécuriser ces matières, à en tenir la comptabilité et à les regrouper. Nous incitons également les États à envisager, le cas échéant et en tenant compte des considérations de sécurité nationale et des objectifs de développement qui leur sont propres, de procéder au traitement et à l'enlèvement des matières nucléaires encore présentes dans des installations où elles n'ont plus lieu d'être.

5. Nous sommes conscients que l'élaboration, dans le cadre de l'AIEA, d'options de politiques nationales de gestion de l'uranium fortement enrichi est de nature à promouvoir les objectifs de sécurité nucléaire. Nous incitons les États à prendre des mesures pour minimiser l'utilisation d'uranium fortement enrichi, notamment à travers la conversion des réacteurs à uranium fortement enrichi en réacteurs à uranium faiblement enrichi, autant qu'il est possible techniquement et économiquement, tout en tenant compte de la nécessité d'assurer l'approvisionnement en isotopes médicaux, et encourageons les États qui sont en mesure de le faire à annoncer, avant la fin de 2013, des mesures spécifiques volontaires destinées à minimiser l'utilisation d'uranium fortement enrichi. Nous invitons également les États à promouvoir l'utilisation des combustibles et cibles d'uranium faiblement enrichi dans des applications commerciales telles que la production d'isotopes, et, à cet égard, nous nous félicitons de la coopération internationale concernant la mise au point de combustibles de haute densité à base d'uranium faiblement enrichi pour aider à la conversion des réacteurs de recherches et d'essai.

### **Les sources radioactives**

6. Sachant que les sources radioactives sont très utilisées et peuvent être exposées à des actes de malveillance, nous engageons les États à assurer la sécurité de ces matières tout en gardant à l'esprit qu'elles sont utilisées dans des applications industrielles, médicales, agricoles et de recherche. À cette fin, nous incitons les États qui peuvent le faire à poursuivre le processus de ratification ou d'adhésion à la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire; à introduire dans les pratiques nationales le contenu des documents de l'AIEA consacrés à la sécurité nucléaire, le Code de conduite de l'AIEA sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives, ainsi que ses Orientations pour l'importation et l'exportation de sources radioactives; et à établir, le cas échéant, des registres nationaux des sources radioactives de haute activité. Nous nous engageons également à œuvrer, en collaboration étroite avec l'AIEA, à la promotion de la coopération sur les technologies et systèmes de pointe, à diffuser les pratiques optimales en matière de gestion des sources radioactives et à fournir une assistance technique aux États qui en font la demande. En outre, nous appelons à la poursuite des efforts entrepris au niveau national et de la coopération internationale pour récupérer les sources radioactives perdues, manquantes ou volées et garder le contrôle sur les sources radioactives usagées.

### **Sûreté et sécurité nucléaires**

7. Sachant que les mesures de sûreté et de sécurité ont pour objectif commun la protection de la vie et de la santé des populations, ainsi que de l'environnement,

nous affirmons qu'elles doivent être conçues, appliquées et gérées dans les installations nucléaires de façon cohérente et synergique. Nous affirmons également qu'il faut maintenir, pour les situations d'urgence, un état de préparation et des capacités d'intervention et d'atténuation efficaces sur les plans tant de la sûreté que de la sécurité nucléaires. À cet égard, nous nous félicitons des réunions organisées par l'AIEA, au cours desquelles elle donne des recommandations pertinentes sur l'articulation entre sécurité et sûreté nucléaires, afin que ni l'une ni l'autre ne soit compromise. Nous saluons également la tenue, le 22 septembre 2011 à New York, de la Réunion de haut niveau sur la sûreté et la sécurité nucléaires convoquée par le Secrétaire général de l'ONU. La sécurité des matières nucléaires et autres matières radioactives concerne également le combustible irradié et les déchets radioactifs, et nous invitons donc les États à mettre au point des programmes adaptés pour la gestion de ces matières.

### **La sécurité du transport**

8. Nous allons poursuivre nos efforts pour renforcer la sécurité du transport national et international des matières nucléaires et autres matières radioactives, et continuerons à inciter les États à diffuser les bonnes pratiques et à coopérer pour acquérir les technologies nécessaires à cette fin. Compte tenu de l'importance des multiples niveaux de sûreté composant le dispositif national de lutte contre la perte ou le vol de matières nucléaires et autres matières radioactives, nous encourageons la mise en place, au niveau national, de mécanismes efficaces de gestion des stocks de matières nucléaires et de suivi qui, en cas de besoin, permettent aux États de prendre les mesures qui s'imposent pour retrouver les matières égarées et volées.

### **La prévention du trafic illicite de matières nucléaires**

9. Nous tenons à souligner la nécessité de développer des capacités nationales pour prévenir, détecter, contrer et poursuivre le trafic illicite de matières nucléaires. Dans cette optique, nous incitons les différents acteurs nationaux à collaborer activement dans la lutte contre le trafic, dans le respect des législations et réglementations nationales. Nous travaillerons au renforcement des capacités techniques des pays dans les domaines de l'inspection et de la détection de matières nucléaires et autres matières radioactives aux frontières. Notant que plusieurs pays ont adopté des lois relatives au contrôle des exportations régissant les transferts d'articles nucléaires, nous encourageons l'utilisation accrue de la législation, du renseignement et des outils financiers pour poursuivre efficacement les auteurs d'infractions, dans le respect des législations nationales. Par ailleurs, nous encourageons les États à participer au programme de l'AIEA relatif à la Base de données sur le trafic illicite et à fournir les renseignements nécessaires au sujet des matières nucléaires et autres matières radioactives échappant aux contrôles réglementaires. Nous œuvrerons au renforcement de la coopération entre les États et les inciterons à partager, dans le respect de leurs législations nationales, les renseignements concernant les personnes impliquées dans le trafic de matières nucléaires et autres matières radioactives, notamment par l'intermédiaire de l'Unité de prévention du terrorisme radiologique et nucléaire de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) et de l'Organisation mondiale des douanes.

### **La criminalistique nucléaire**

10. Nous sommes conscients que la criminalistique nucléaire peut constituer un instrument efficace pour déterminer l'origine de matières nucléaires et autres matières radioactives détectées, et apporter des preuves pour traduire en justice les personnes impliquées dans le trafic illicite de ces matières à des fins malveillantes. Nous appelons donc les États à travailler ensemble, ainsi qu'avec l'AIEA, au développement de la criminalistique nucléaire. Pour ce faire, ils peuvent associer les compétences de la criminalistique traditionnelle et de son corollaire nucléaire en élaborant un ensemble de définitions et de normes communes, en menant des recherches et en partageant les informations et les bonnes pratiques, le cas échéant. Nous insistons également sur l'importance de la coopération internationale dans le développement des ressources technologiques et humaines pour faire progresser la criminalistique nucléaire.

### **La culture de sécurité nucléaire**

11. Considérant qu'il est essentiel d'investir dans le renforcement des capacités humaines pour promouvoir et maintenir une culture de sécurité nucléaire solide, nous invitons les États à diffuser les bonnes pratiques et à renforcer leurs capacités nationales, notamment grâce à la coopération bilatérale et multilatérale. Au niveau national, nous appelons toutes les parties prenantes, notamment les gouvernements, les organismes de réglementation, l'industrie, les universités, les organisations non gouvernementales et les médias, à soutenir activement le renforcement de la culture de sécurité nucléaire et la poursuite d'activités efficaces de communication et de coordination. Nous engageons également les États à promouvoir le développement des ressources humaines par l'éducation et par la formation. À cet égard, nous saluons la création de centres d'excellence et autres centres de formation et d'appui à la sécurité nucléaire depuis le Sommet de Washington, et encourageons l'ouverture de nouveaux centres. Nous saluons par ailleurs l'action de l'AIEA pour le développement de réseaux entre ces centres, afin qu'ils mettent en commun leur expérience et optimisent les ressources disponibles. Nous prenons également note de la tenue du Sommet sur l'industrie nucléaire et du Symposium sur la sécurité nucléaire, à la veille du Sommet sur la sécurité nucléaire à Séoul.

### **La sécurité de l'information**

12. Nous jugeons important d'empêcher les acteurs non étatiques d'obtenir les informations, la technologie ou les connaissances qui leur permettraient d'acquérir ou d'utiliser des matières nucléaires à des fins malveillantes, ou de perturber le fonctionnement des systèmes de contrôle fondés sur les technologies de l'information dans les installations nucléaires. Nous incitons donc les États à continuer à développer et à renforcer, au niveau national et au niveau des installations, les mesures permettant une gestion efficace de ces informations, notamment celles qui concernent les procédures et protocoles de protection des matières et installations nucléaires; à appuyer les projets de renforcement des capacités dans ce domaine; et à renforcer les mesures de cybersécurité des installations nucléaires, conformément à la résolution GC(55)/RES/10 sur la sécurité nucléaire adoptée lors de la Conférence générale de l'AIEA, et dans l'esprit de la résolution 174 de l'Union internationale des télécommunications. Nous appelons également les États à promouvoir une culture de la sécurité qui protège les informations liées à la sécurité nucléaire; à travailler à des solutions communes avec

les milieux scientifique, industriel et universitaire; et à aider l'AIEA à produire et diffuser de meilleures directives pour la protection de l'information.

### **La coopération internationale**

13. Nous invitons les États à renforcer la protection physique et le système de comptabilité des matières nucléaires, la préparation et les capacités d'intervention dans les situations d'urgence, ainsi que le cadre légal et réglementaire régissant ces questions. Dans ce contexte, nous incitons la communauté internationale à développer la coopération internationale et l'appui, aux niveaux bilatéral, régional et multilatéral, aux pays qui en feraient la demande et saluons en particulier les efforts de l'AIEA en la matière. Nous réaffirmons également qu'il est nécessaire, par diverses formes de diplomatie publique et d'initiatives, de sensibiliser le public aux actions entreprises et aux moyens déployés pour faire face aux menaces pesant sur la sécurité nucléaire, notamment la menace de terrorisme nucléaire.

\* \* \*

Nous continuerons à mener des actions volontaires et concrètes pour renforcer la sécurité nucléaire et mettre en œuvre les engagements politiques pris dans ce domaine. Nous prenons connaissance avec satisfaction des informations fournies par les participants au Sommet de Séoul au sujet des avancées réalisées dans le domaine de la sécurité nucléaire depuis le Sommet de Washington. Le prochain Sommet sur la sécurité nucléaire se tiendra en 2014 aux Pays-Bas.

---